

**Lettre trimestrielle d'information sur l'actualité juridique et fiscale des
pays membres du réseau Lexunion**

**Quarterly newsletter on legal and tax developments in member
countries of the Lexunion network**

FRANCE

**Les évolutions du Pacte DUTREIL après la
loi de finances pour 2019**

Près de 20 ans après sa création, le régime Dutreil fait toujours figure de coin de ciel bleu dans l'environnement fiscal français. Il s'agit d'un mécanisme français attractif qui permet de bénéficier d'une exonération de droits de succession pouvant aller jusqu'à 75% de la valeur des titres de société transmis par donation ou par décès.

Cet instrument est devenu encore plus attrayant grâce aux assouplissements prévus par la loi de finances pour 2019.

Pour rappel, et avant de revenir sur ces nouveautés, le régime est applicable aux parts ou actions d'une société ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale transmises sous conditions notamment que :

- Ces parts ou actions fassent l'objet d'un engagement collectif de conservation (ECC) en cours au jour de la transmission, d'une durée minimale de deux ans.
- L'ECC doit remplir des conditions de seuils d'éligibilité s'agissant des droits financiers et des droits de vote.
- Au moins un des membres de l'engagement collectif doit exercer dans la société une fonction de direction visée au d de l'article 787 B du CGI, pendant

FRANCE

**Developments in the Dutreil Pact following
the 2019 Finance Act**

Almost 20 years after it was created, the Dutreil regime is still a patch of blue sky in the French tax landscape. This is an attractive French mechanism which allows a party to benefit from an exemption from inheritance tax on up to 75% of the value of company shares transferred by a gift or on death.

This mechanism has become even more popular thanks to relaxations envisaged by the 2019 Finance Act.

As a reminder, and before returning to the new provisions, the regime applies to holdings or shares in industrial, commercial, artisanal, agricultural or professional services companies, which are transferred on certain conditions, in particular:

- These holdings or shares must be subject to an ongoing collective undertaking to retain shares (ECC) as at the transfer date, for a minimum period of two years.
- The ECC must meet the eligibility thresholds for financial and voting rights.
- At least one of the members of the collective undertaking must perform a management role within the company as set out in Article 787 B (d) of the General Tax Code, for the

toute la durée de l'engagement collectif et pendant les trois années suivant la transmission.

- Les bénéficiaires de la transmission doivent s'engager à conserver les titres reçus pendant une durée minimale de 4 ans à compter de l'expiration de l'ECC.

Si l'ensemble de ces conditions est rempli, la mise en œuvre du pacte Dutreil permet une réduction des droits de 75% de la base imposable.

La loi de finances 2019 est venue assouplir certaines des conditions exigées pour la mise en œuvre du pacte Dutreil: elle a notamment modifié les règles de seuil minimal de détention: l'engagement collectif de conservation doit désormais porter sur au moins 10 % des droits financiers et 20 % des droits de vote s'il s'agit de titres de sociétés cotées, et sur au moins 17 % des droits financiers et 34 % des droits de vote s'il s'agit de titres de sociétés non cotées.

Ce dispositif peut être mis en place dans un cadre international : il n'est en effet pas réservé aux sociétés françaises. Un pacte Dutreil peut ainsi être mis en place sur une société étrangère.

Il s'agit donc d'un outil à considérer dans le cadre d'une planification patrimoniale présentant des liens avec la France (sociétés françaises, donateur/défunt ou donataire/héritier résident français).

Pour de plus amples précisions, vous pourrez lire dans le dossier ci-joint une interview de Pascal JULIEN SAINT-AMAND, notaire et président du Groupe Althémis, ainsi que deux articles qu'il a co-écrits, disponible [ici](#).

duration of the collective undertaking and during the three years following the transfer.

- The beneficiaries of the transfer must undertake to keep the securities received for a minimum period of 4 years from the expiry date of the ECC.

If all these conditions are met, applying the Dutreil Pact allows for a reduction of 75% of charges on the taxable base.

The 2019 Finance Act has relaxed some of the applicability conditions of the Dutreil Pact. In particular, it has changed the minimum holding threshold: from now on, the collective undertaking to retain must apply to at least 10% of financial rights and 20% of voting rights in respect of shares in listed companies, and at least 17% of financial rights and 34% of voting rights in respect of non-listed company shares.

This arrangement can be implemented in an international context: it is not simply reserved for French companies. A Dutreil Pact can also be implemented in relation to a foreign company.

It is, therefore, a tool worth considering as part of inheritance planning where there is a link with France (French companies, donor/deceased/heir resident in France).

You can read more on this in the attached file, in an interview with Pascal Julien Saint-Amand, Notary and President of the Althémis Group, together with two articles co-written by him, available [here](#).

Suppression de la légalisation dans l'Union Européenne des documents publics relatifs à l'état des personnes

Un nouveau règlement européen n°2016/1191 du 6 juillet 2016 visant à favoriser la libre circulation des citoyens en simplifiant les conditions de présentation de certains documents publics dans l'Union Européenne est applicable depuis le 16 février 2019.

Ce règlement a pour objectif de faciliter la circulation des documents publics au sein de l'Union européenne en les dispensant de légalisation ou formalité similaire et de traduction.

La notion de document public englobe les documents émanant d'une juridiction ou d'un fonctionnaire de justice, les documents administratifs, les actes notariés, les déclarations officielles apposées sur les actes sous seing privé, les documents diplomatiques et consulaires. (Article 3 du règlement)

L'article 4 dispose que les documents publics relevant du règlement sont dispensés de toute forme de légalisation et d'apostille. De même, les copies certifiées conformes des documents publics relevant du règlement seront exemptées de toute forme de légalisation et de formalité similaire.

La France a transmis une liste indicative des documents publics qui relèvent du champ d'application du règlement, conformément à l'article 24. Seront notamment dispensés de légalisation ou de formalités équivalentes les documents suivants : l'acte de naissance, l'acte de décès, l'acte de mariage, l'acte de dépôt de la convention de divorce par consentement mutuel déposé au rang des minutes d'un notaire, l'attestation de dépôt de la convention de divorce par consentement mutuel, le jugement de divorce, le jugement d'adoption.

Le règlement a également allégé les formalités relatives à la traduction par la création de formulaires types multilingues et la mise en place d'une coopération administrative. (Article 6 dudit règlement)

Withdrawal of the legalization of public documents relating to personal status within the European Union

A new European regulation no. 2016/1191 of 6 July 2016 on promoting the free movement of citizens by simplifying the requirements for presenting certain public documents in the European Union came into force from 16 February 2019.

The aim of this Regulation is to facilitate the movement of public documents within the European Union by dispensing with the requirements for legalisation and other similar formalities and translation.

The concept of a public document encapsulates documents emanating from an authority or a court official, administrative documents, notarial acts, official certificates which are placed on documents signed by persons in their private capacity and diplomatic and consular documents. (Article 3 of the Regulation).

Article 4 provides that public documents covered by the Regulation are exempt from all forms of legalisation and apostille. Equally, certified conformed copies of public documents covered by the Regulation will be exempt from any form of legalisation or similar formality.

France has issued an indicative list of public documents that fall within the scope of the Regulation, in accordance with Article 24. Legalisation, or equivalent formalities, will no longer be required in respect of the following documents, in particular: birth certificates, death certificates, marriage certificates, the submission of a divorce settlement by mutual consent to a Notary, the certificate of submission of a divorce settlement by mutual consent, a divorce decree, an adoption decree.

The regulation has also reduced the translation formalities by the creation of multilingual forms and the implementation of administrative cooperation. (Article 6 of the same Regulation).

ITALIE

Parents d'intention et maternité de substitution : l'Italie ne reconnaît pas les actes de naissance étrangers des enfants conçus par GPA.

Dans un arrêt promulgué le 8 mai dernier par les Sections conjointes de la Cour suprême italienne, la Cour suprême a confirmé son opposition à l'ordre public international concernant la transcription dans les registres de l'état civil italien des actes de naissance d'enfants conçus légitimement à l'étranger par l'intermédiaire d'une mère porteuse, si les parents n'ont aucun lien biologique avec l'enfant.

Dans cet arrêt, les Sections conjointes de la Cour suprême italienne ont établi que le lien de parentalité entre un parent non-biologique et un enfant conçu par GPA ne peut pas être reconnu en Italie, même si la parentalité a été attestée par un juge étranger.

Cette affaire concerne un couple homosexuel de Trente, marié au Canada en vertu de la loi canadienne, ayant demandé la transcription du nom du deuxième père sur l'acte de naissance de jumeaux nés au Canada. Les enfants ont été conçus avec l'aide de deux femmes : la première par don d'ovocytes et la deuxième par gestation pour autrui. La paternité des deux pères a été reconnue par l'État canadien.

L'arrêt reconnaît toutefois que les couples, y compris les couples homosexuels, peuvent avoir recours à l'adoption dans des cas particuliers.

ITALY

Intended parents and surrogate motherhood: the impossibility of transcribing in Italy the foreign birth certificate of a child conceived through a surrogate.

In a statement released by the Joint Sections of the Italian Supreme Court dated last May 8th, the Supreme Court confirmed its opposition to the international public order for the transcription at the registry office of the birth certificate of a child conceived legitimately abroad through a surrogate, for parents who have no biological relationship with the child.

In this statement, the Joint Sections of the Italian Supreme Court established that the relationship of a non-biological parent who has a child with the help of a surrogate mother cannot be recognized in Italy even if it is attested by a foreign judge.

The case concerns a homosexual couple from Trento, married in Canada according to Canadian law, who had requested the transcription of the second father's name on the birth certificate of two twins born in Canada. The children were conceived with the collaboration of two women: the first was an egg donor, the second carried the pregnancy. The paternity of the two fathers had been recognized in Canada.

However, the statement recognizes that it is possible for couples, including homosexuals, to resort to adoption in particular cases.

ESPAGNE

La Cour suprême espagnole met fin à la discrimination envers les non-résidents (pays tiers) en matière de fiscalité des successions et des donations. Décision du 19.02.2018.

Le 3 septembre 2014, la Cour de justice de l'Union européenne a statué en faveur du traitement fiscal équitable des citoyens de l'UE non-résidents en Espagne. Le **19 février 2018, la Cour suprême espagnole a de son côté statué en faveur de l'égalité des droits pour les ressortissants de pays non membres de l'UE** (résidents de pays tiers hors Union européenne et hors Espace économique européen), soulignant la non-conformité de la législation espagnole avec **l'interdiction prononcée par l'UE** de restreindre la libre circulation des capitaux au sein de l'UE, cette non-conformité étant **largement discriminante pour les non-résidents** (par rapport aux résidents) et créant une inégalité de traitement entre les biens immobiliers situés en Espagne et les biens immobiliers situés à l'étranger en matière de gestion des successions et des donations.

La Décision est basée sur l'applicabilité de l'Art. 63.1 du TFUE (Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne), au titre duquel **toutes les restrictions aux mouvements de capitaux entre les États membres et entre les États membres et les pays tiers sont interdites.**

La discrimination se manifeste dans la façon dont la **Loi relative aux impôts sur les successions et les donations (LISD)** est appliquée aux non-résidents (par rapport aux résidents) ainsi qu'au transfert (donations et successions) de biens immobiliers situés en Espagne (par rapport au transfert de biens immobiliers situés à l'étranger), notamment en ce qui concerne les points suivants :

1. les réductions applicables à l'assiette fiscale aux fins du calcul du montant

SPAIN

The Supreme Court of Spain puts an end to discrimination against Non-Residents (Third Countries) for Inheritance and Gift Tax. Judgment of 19-02-2018.

On September 3rd, 2014 the Court of Justice of the European Union ruled in favor of equal tax treatment for non-resident EU citizens in Spain. Now, on **February 19th, 2018 Spain's Supreme Court ruled in favor of equal rights for Non-EU citizens** (residents in third countries outside of the European Union and the European Economic Area), highlighting Spanish legislation's lack of compliance with the **EU's prohibition** on restricting the free movement of capital within the EU, **severely discriminating against Non-residents** compared with residents in Spain and between real estate in Spain versus real estate abroad, in relation to the management of inheritance and gifts.

The Judgment is based on the applicability of **Art. 63.1 TFEU** (Treaty on the Functioning of the European Union), according to which **all restrictions on the movement of capital between Member States and between Member States and third countries are prohibited.**

The discrimination manifests itself in the application of **the Inheritance and Gift Tax Law (LISD)** to non-residents compared with residents and to the transfer (gifts and inheritance) of real estate located in Spain versus real estate located abroad and specifically, in the following instances:

1. The reductions applicable to the tax base for the calculation of the taxable amount are different (Art. 20 LISD).

imposable sont différentes (Art. 20 de la LISD) ;

2. les taux utilisés pour le calcul des plafonds sont différents (Art. 21 de la LISD) ;
3. les coefficients multiplicateurs changent dans certains cas (Art. 22 de la LISD).

Cette décision est lourde de conséquences en ce qui concerne le traitement des impôts sur les successions et les donations applicable aux non-résidents de pays tiers ainsi qu'aux biens immobiliers appartenant à des résidents et situés à l'étranger.

- d'une part, les citoyens résidant à l'étranger auront le droit de **choisir la législation qui leur est le plus favorable** : celle applicable aux résidents de la Communauté autonome dans laquelle se trouvent les actifs (là où les actifs de plus grande valeur sont situés), ou la législation nationale, à la fois en termes de réductions d'impôts et en termes d'application des taux et coefficients multiplicateurs ;

- d'autre part, nous comprenons que, dans certains cas spécifiques où il y a eu discrimination aux dépens des contribuables, la décision est immédiatement applicable aux dernières années d'imposition et, sur cette question, nous devons être catégoriques.

Les non-résidents lésés par cette violation faite au droit à la libre circulation des capitaux ont la possibilité de faire annuler le paiement de leurs impôts à la date de leur exigibilité et, par conséquent, **d'exiger que l'État espagnol leur restitue les sommes indûment perçues par le Trésor public.**

À cette fin, une nouvelle déclaration/un nouveau règlement devra être effectué(e) afin de remplacer la/le précédent(e), au titre des dispositions de l'article 122 de la LGT (Loi fiscale générale), afin de calculer l'impôt qui devrait être versé dans cette nouvelle situation.

Si le montant total à verser est inférieur, alors une procédure de **restitution de l'indu**, telle qu'établie par l'article 221 de la LGT, devra être engagée.

2. The rates for the calculation of the quota are different (Art. 21 LISD).

3. The multiplying coefficients change in some cases (Art. 22 LISD).

This Judgment has serious consequences for the treatment of inheritance and gift taxes in relation to non-residents of third states and residents' real estate abroad.

- On the one hand, citizens residing abroad will have the right to **opt for the legislation that is most appropriate to them**: that applicable to the residents of the corresponding Autonomous Community in which the assets are located (where the assets of greater value are located), or state legislation, both in terms of tax reductions and in the application of multiplying rates and coefficients.

- On the other hand, we understand that the Judgment is immediately applicable to past tax years, to specific cases in which there has been discrimination to the detriment of the taxpayers and, in this, we must be unequivocal.

Non-residents, harmed by this infringement of the right of free movement of capital, have the ability to roll back the payment of their taxes to the time they fell due and, therefore, **require the Spanish State to return what was wrongfully paid to the State Treasury.**

For this purpose, a new declaration / settlement must be made to substitute the previous one, under the provisions of article 122 of the LGT (General Tax Law), to calculate the tax that would have to be paid in this new situation.

If the total amount to be paid is lower, then a procedure for the **refund of undue income**, as

Cette dernière question n'est pas sans conséquence puisque, comme on le sait, la réduction de l'impôt sur les successions et les donations dans la Communauté de Madrid, par exemple, est de 99 %, ce qui équivalait presque à une exemption ; ainsi, un résident madrilène serait tenu de verser un impôt de 1 % tandis qu'un non-résident qui posséderait de l'immobilier dans cette même Communauté serait tenu de payer un impôt de 100 %. Prenons un exemple :

Une personne résidant dans la Communauté de Madrid décède dans la capitale, laissant deux héritiers : l'un réside dans cette même Communauté tandis que l'autre réside en Suisse.

Pour faire simple, disons que cette personne lègue une propriété située à Madrid, d'une valeur fiscale de 1 000 000 €, à parts égales à ses deux descendants. En application des règlements révoqués, le règlement de l'impôt sur les successions entre les deux héritiers serait le suivant :

established by the LGT in its art 221, should be followed.

This last issue is not inconsequential, given that, as is well known, the reduction to Inheritance and Gift Taxing the Community of Madrid, for example, is 99%, which is practically equivalent to an exemption, so the difference between the tax of a resident in Madrid and a non-resident who has real estate there is between paying 1% and paying 100%. Let's consider an example:

A person resident in Madrid dies in the capital, leaving two heirs: an heir resident in Madrid and another heir who resides in Switzerland.

To simplify, let's say that he/she leaves in legacy a property located in Madrid, for a fiscal value of €1,000,000 in equal shares to both descendants. Applying the revoked regulations, the settlement of the inheritance tax between both heirs would be as follows:

	Resident Heir/Héritier	Non-Resident Heir/Héritier
Real Estate/ Immeubles	500'000,00 €	500'000,00 €
Chattels / Meubles meublant (3 %)	15'000,00 €	15'000,00 €
Taxable Base / Base imposable	515'000,00 €	515'000,00 €
Reductions / Réductions	-16'000,00 €	-15'956,87 €
Taxable Income / Base liquidable	499'000,00 €	499'043,13 €
Net Tax Liability / Impôt exigible net	110'471,17 €	110'484,00 €
Multiplying Coefficient / multiplicateur	1.00	1.00
Tax Liability / Impôt exigible	110'471,17 €	110'484,00 €
Tax Deductions / Bonification	-109'366,46 €	0,00 €
Net Tax (Isd) / Impôt net (Isd)	1'104,71 €	110'484,00 €
Gross Inheritance / Succession brute	500'000,00 €	500'000,00 €
Inheritance Tax / Droits de Succession	-1'104,71 €	-110'484,00 €
Net Inheritance / Succession nette	498'895,29 €	389'516,00 €

On observe clairement la discrimination subie par l'un des héritiers : dans le cadre d'une succession à parts égales, d'un montant de 500 000 € pour chacun des héritiers, **l'héritier résident reçoit une succession nette d'un**

It is clear which heir is discriminated against: in an estate divided in equal parts, amounting to €500,000 for each of the heirs, **the resident heir receives a net inheritance of €498,895.29, while the non-resident's inheritance is**

montant de 498 895,29 €, tandis que le montant de la succession de l'héritier non-résident est réduit à 389 516,00 €. La différence de 109 379,29 € entre les deux règlements correspond au montant devant être restitué puisqu'ayant été indûment collecté conformément à la décision susmentionnée du 19 février 2018 de la Cour suprême espagnole.

REMARQUE : Au moment où nous rédigeons cet article, nous sommes dans l'attente d'une modification de la Loi 29/1987 du 18 décembre relative aux impôts sur les successions et les donations, qui l'harmonisera avec la décision du 19 février 2018 de la Cour suprême, comme cela a déjà été le cas avec la décision du 03/09/2014 de la CJUE, qui harmonisait l'imposition des non-résidents, à la fois au sein de la communauté et hors de l'UE, avec celle des résidents espagnols, afin d'éviter la discrimination mise en évidence dans ladite décision.

reduced to €389,516.00. The difference of €109,379.29 between both settlements is the amount to be refunded for having been inappropriately collected, pursuant to the aforementioned Judgment of the Spanish Supreme Court of February 19th, 2018.

NOTE: At the time of writing this article, we await an amendment to Law 29/1987, of December 18, on the Inheritance and Gift Tax to align it with Supreme Court Judgment 19-02-2018, as has already been the case with Judgment CJEU 03-09-2014 of the Court of Justice of the European Union, to align the taxation of non-residents, both within the community and non-EU, with that of residents in Spain, to avoid the discrimination highlighted in that Judgment.

Source : Lexunion Newsletter N°18 - 2T-2019
16 bvd de Waterloo B-1000 Bruxelles +34 66 59 59 935
www.lexunion.com

